Vivre chez l'autre, travailler sans lui ? Les *capotteri* grecs de Venise, 1764-1804

Mathieu Grenet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6400>

DOI : 10.4000/cdlm.6400

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 123-138

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Mathieu Grenet, « Vivre chez l'autre, travailler sans lui ? Les *capotteri* grecs de Venise, 1764-1804 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6400> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6400>

Vivre chez l'autre, travailler sans lui ? Les *capotteri* grecs de Venise, 1764-1804¹

Mathieu GRENET

Les 17, 18 et 21 décembre 1804, trois individus sont appelés à témoigner devant la « Commission pour les sujets ottomans » de la *Deputazione mercantile* de Venise : Giorgio Papà, Giovanni Battista Bella Rosa et Spiridion Costa sont interrogés dans le cadre d'une affaire opposant un certain Giovanni Giorgio d'Anastasio à un nommé Antonio Tironi. Le nom de la commission, comme du reste les patronymes de trois des cinq protagonistes, indiquent qu'il s'agit d'une affaire impliquant des Grecs sujets du Grand Seigneur². Celle-ci est en réalité plus complexe, puisque s'y mêlent des personnes d'origines très diverses : si Giorgio Papà est un Grec d'Épire affirmant professer la religion catholique, Spiridion Costa est un orthodoxe (« schismatique ») né à Venise, Giovanni Battista Bella Rosa est d'origine frioulane, Giovanni d'Anastasio est lui aussi Épirote, mais orthodoxe, et Antonio Tironi est vraisemblablement originaire du nord-est de la péninsule italienne.

De cette affaire, signalons d'emblée que nous ne connaissons que ce que nous rapportent les procès-verbaux d'audition des trois témoins – Papà, Bella Rosa et Costa. Et de fait, la relative pauvreté de ce matériau rend irréaliste toute ambition de saisir, à travers l'étude de ce cas, des pans entiers de la réalité sociale ou des pratiques juridiques de la Venise autrichienne³. Plus modestement, cette petite affaire semble offrir un aperçu sur un monde qui, à défaut d'être invisible pour les historiens, demeure souvent absent des travaux sur la société vénitienne aux XVIII^e et XIX^e siècles : en l'occurrence, celui des petits artisans, boutiquiers et commerçants étrangers de la Lagune. Elle constitue en particulier un précieux

1. Je remercie vivement Olivier Raveux (CNRS - UMR TELEMME) ainsi que le lecteur anonyme des *Cahiers de la Méditerranée*, dont les commentaires et les réflexions ont nourri ma réflexion.
2. Archivio di Stato di Venezia, *Deputazione mercantile* (désormais ASV, *Deputazione*), busta 32, *Commissione pei sudditi Ottomani. Affari Ottomani*, filza 3. Dépendant initialement du *Comitato al bancogiro, commercio ed arti*, la « Commission pour les affaires des sujets ottomans » est placée de 1798 à 1806 sous la tutelle de la nouvelle *Deputazione mercantile* (dite aussi *Dipartimento del commercio, pesi, misure, e poste*), qui reprend par ailleurs les attributions jadis dévolues aux *Cinque Savi alla Mercanzia* – gestion du commerce, de la navigation, des arts et manufactures, des douanes, etc.
3. Rappelons que suite à la chute de la République en 1797, Venise est occupée par les Autrichiens jusqu'en 1805. Annexée par les Français au Royaume d'Italie de 1806 à 1814, elle repassera ensuite sous le contrôle de l'Empire autrichien jusqu'en 1866. Sur la période dite de la « première domination autrichienne » qui sert de cadre à notre étude, voir Michele Gottardi, *L'Austria e Venezia : Società e istituzioni nella prima dominazione austriaca, 1798-1806*, Milan, Franco Angeli, 1993.

observatoire sur le microcosme des petits marchands grecs de Venise au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, c'est-à-dire au moment même où disparaît la Sérénissime. Microcosme du reste inséparable du cadre plus large dans lequel il s'inscrit : l'étude d'une affaire d'importance mineure permet en effet de pointer un certain nombre d'enjeux essentiels des interactions économiques et sociales entre Grecs et Vénitiens, ainsi que du « vivre-ensemble » au sein de la petite communauté grecque-orthodoxe de Venise⁴.

Enjeux essentiels, mais également originaux : si Venise occupe une place particulière dans l'histoire et l'historiographie de ce qu'il est convenu d'appeler « la diaspora grecque » à l'époque moderne⁵, le monde de l'artisanat et du commerce grecs dans la Lagune reste largement sous-étudié. Et si le cas vénitien, du fait de la physionomie même de la communauté grecque, a donné lieu à quelques travaux spécifiquement consacrés à certains groupes sociaux et professionnels (par exemple les militaires « stradiots » des armées de la Sérénissime, les membres du clergé orthodoxe, les peintres d'icônes, ou encore les éditeurs de livres grecs), le monde de l'artisanat et du commerce grecs à Venise est curieusement resté à l'écart de cette entreprise historiographique⁶. Précisons toutefois que la présente étude n'a pas vocation à combler cette lacune : si nous avons choisi de nous intéresser ici à un groupe d'une trentaine d'artisans grecs, c'est en effet moins par souci de faire revivre ce petit monde dans l'espace de quelques pages, que pour interroger de plus près ce qui constitue à nos yeux une modalité originale du « travailler chez l'autre » sur le pourtour méditerranéen à la fin de l'époque moderne.

Giovanni d'Anastasio, les réseaux grecs et la fin de la Sérénissime

Nous l'avons dit, les tenants comme les aboutissants de l'affaire qui oppose Antonio Tironi à Giovanni d'Anastasio nous demeurent largement inconnus. Des dépositions des trois individus interrogés, émerge une trame certes plutôt claire, mais ô combien lacunaire : d'Anastasio est fabricant de manteaux et exerce son activité dans une boutique qu'il possède sur le Pont du Rialto ; sans qu'on sache s'il l'a mise en vente, il est approché par Papà au nom de Tironi, qui désire la lui acheter ; d'Anastasio tergiverse, puis finit par accepter, à la condition expresse que sa boutique ne soit plus destinée à la fabrication de manteaux ; l'affaire est conclue après que Tironi a déclaré vouloir ouvrir une pelleterie, mais Tironi

4. Sur la démographie de la « nation » grecque de Venise au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles (évaluée à moins d'un demi-millier d'individus), qu'il nous soit permis de renvoyer à Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire : Les Grecs à Venise, Livourne et Marseille, v.1770-v.1830*, Thèse de doctorat inédite, Institut Universitaire Européen (Florence), 2010, p. 71-75.
5. Sur ce point, voir entre autres Manoussos Manoussacas, « Structure sociale de l'Hellénisme post-byzantin », *Jahrbuch der Österreichischen Byzantinistik*, 31, 1981, p. 791-821 ; Chryssa Maltezou, *He Venetia ton Ellenon / Venice of the Greeks*, Athènes, Militos, 1999.
6. Pour un tour d'horizon récent de l'historiographie sur les différentes composantes sociales et professionnelles de la communauté grecque-orthodoxe de Venise, voir les contributions rassemblées dans Chryssa Maltezou (dir.), *Dimosia ilaria / Pubblica celebrazione : 500 anni dalla fondazione della comunità dei greci ortodossi di Venezia, 1498-1998*, Venise, Istituto Ellenico di Studi Bizantini e Postbizantini di Venezia (désormais IESBPV), 1999.

est ensuite poursuivi par d'Anastasio, qui l'accuse de n'avoir pas tenu parole et d'avoir continué l'activité de *capotter*. Un conflit entre deux artisans à propos du devenir d'une boutique de manteaux : l'affaire semble *a priori* triviale, tout comme apparaît disproportionné le recours à la justice vénitienne pour un motif de ce type. C'est pourtant sans considérer celui qui apparaît comme l'acteur principal de cette affaire. Ni riche négociant, ni puissant armateur, Giovanni Giorgio d'Anastasio appartient à un petit groupe d'artisans venus du nord de la Grèce, et spécialisés dans la confection et la vente de lourds manteaux de marins et de couvertures rembourrées⁷. Lui-même originaire de Ioannina, la capitale de la province ottomane d'Épire, il a sans doute bénéficié de la solidité et de l'ancienneté des réseaux commerciaux épirotes, qui relie depuis le xvi^e siècle l'Europe occidentale et centrale, les Balkans et le Levant⁸. Car si la présence vénitienne en Adriatique a longtemps offert aux marchands de la Grèce continentale une tête de pont vers l'Europe, Venise elle-même ne représente qu'un nœud dans la large toile des réseaux épirotes, et l'on trouve des fabricants grecs de manteaux aussi bien à Trieste qu'à Livourne, Naples ou encore Ancône⁹.

L'une des spécificités du cas vénitien réside cependant dans sa relative marginalité face au rapide essor marchand qui touche la diaspora grecque dans le dernier tiers du xviii^e siècle. En conséquence, les métiers de l'artisanat restent bien représentés parmi les Grecs de la Lagune – ou plutôt devrait-on dire parmi les membres de la confrérie grecque-orthodoxe de Venise, dont les registres contiennent l'essentiel des informations dont nous disposons à ce sujet. Fondée en 1498, cette dernière compte dès l'origine une grosse majorité de membres issus des milieux de l'artisanat (textiles, peaux et métaux), du petit commerce et de la construction navale¹⁰. Ceux-ci offrent alors le visage d'une présence grecque à la fois quotidienne, modeste et bien implantée, dont l'étude se trouve paradoxalement pénalisée par l'ampleur même de la documentation à traiter. Par exemple, l'intégration des non-Vénitiens aux corps de métiers de la Cité des Doges (les *arti*) reste encore une question largement sous-étudiée, faute d'enquête systématique menée dans les archives vénitiennes¹¹. Nous savons pourtant qu'en l'absence

7. Giorgio Plumidis, « Les fabricants de manteaux grecs à Venise (xviii^e siècle) » [en grec], *Deltion tes Istorikes kai Ethnologikes Etaireias tes Ellados*, 27, 1984, p. 20-24 ; *id.*, « Contribution à l'histoire du commerce des Épirotes avec Venise (xviii^e s.) » [en grec], *Epeirotika Chronika*, 41, 2007, p. 9-32, en particulier les p. 12-13.

8. Voir par exemple Gerassimos Pagratis, « Marchands de Ioannina à Venise au milieu du xvi^e siècle (1550-1567) » [en grec], *Thesaurismata*, 28, 1998, p. 129-173.

9. Pour un traitement d'ensemble et des références bibliographiques relatives à chaque communauté, voir Olga Katsiardi-Hering, « Migrationen von Bevölkerungsgruppen in Südosteuropa vom 15. Jahrhundert bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts », *Südost-Forschungen*, 59-60, 2000-2001, p. 125-148 ; Maria Cristina Chatzioannou, « Le développement d'une activité traditionnelle dans la première moitié du xix^e siècle : le système des échanges en Adriatique » [en grec], dans *To metaxourgeio tes Athenas*, Athènes, KNE/EIE, 1995, p. 17-41, en particulier p. 19.

10. Sur ce point, voir Ersie C. Burke, *The Greek neighbourhoods of sixteenth century Venice, 1498-1600 : Daily life of an immigrant community*, Thèse de doctorat inédite, Monash University (Melbourne), 2004, p. 125-167 ; Fani Mavroidi, *Aspetti della società veneziana del '500. La confraternità del '500. La Confraternità di S. Nicolò dei Greci*, Ravenne, Diamond Byte, 1989, p. 37-74.

11. Nous renvoyons sur ce sujet à deux études récentes : Paola Lanaro, « Corporations et confréries :

d'interdiction formelle, les étrangers sont théoriquement libres de rejoindre les corporations vénitiennes (parfois au prix de conditions plus strictes que pour les membres Vénitiens de naissance : taxe d'entrée plus élevée, période d'apprentissage plus longue, etc.) ; de fait, on a pu observer que certaines corporations présentent au XVI^e siècle un profil résolument « multiethnique »¹². Mais plusieurs enjeux importants demeurent encore obscurs, en particulier en ce qui concerne les deux siècles suivants. Par exemple, on rappellera notre mauvaise connaissance de la participation des étrangers aux métiers dits libres, dont on sait que le poids s'accroît au cours du XVIII^e siècle face au monde des métiers jurés. Quant à ces derniers, on sait qu'ils connaissent un net recul de la participation étrangère du fait de l'érosion progressive du tissu artisanal et industriel urbain de Venise ; pour autant, on ne sait pas exactement selon quelles modalités, ni même selon quels rythmes (de toute évidence différents d'un métier à l'autre), ce recul se produit. Enfin, si la fin des corporations vénitiennes – qui survivent brièvement à la chute de la République en 1797 – ne constitue sans doute pas le séisme économique qu'on a parfois voulu y voir, elle s'accompagne d'une profonde refonte du droit commercial et du tissu artisanal vénitiens, autant de phénomènes encore mal connus des historiens, et ceci malgré la qualité de certains travaux pionniers¹³.

C'est dans ce double contexte de déclin industriel et de repli des corporations vénitiennes que s'inscrit, dans les années 1760, le conflit qui oppose les fabricants de manteaux grecs aux chiffonniers vénitiens (les *strazzaroli*), conflit qui conduit à la fondation, en 1764, d'une corporation des *capotteri* grecs de Venise. S'il ne se situe pas à l'origine directe de l'affaire qui, quarante ans plus tard, opposera d'Anastasio à Tironi, ce conflit originel constitue la toile de fond sans laquelle on ne saurait comprendre les évolutions qui toucheront par la suite le petit monde des *capotteri* grecs de Venise.

Naissance d'une corporation : de « travailler chez l'autre » à « travailler sans l'autre » ?

Le conflit de 1764 nous est rapporté par deux témoignages contemporains, tous deux à charge contre les chiffonniers vénitiens. Le premier est un mémoire adressé en mai 1764 par les fabricants grecs de manteaux à l'*Inquisitorato alle arti*, une ins-

les étrangers et le marché du travail à Venise (XV^e-XVIII^e siècles)», *Histoire Urbaine*, 21, 2008, p. 31-48 ; Michela Dal Borgo, « Le corporazioni di mestiere veneziane e le attività economico-commerciali delle nation foreste : Ebrei, Turchi, Tedeschi, Greci e Armeni », *Mediterranean World*, 16, 2001, p. 183-195.

12. Voir par exemple Andrea Mozzato, « The Production of Woollens in Fifteenth- and Sixteenth-Century Venice », dans Paola Lanaro (dir.), *At the Centre of the Old World : Trade and Manufacturing in Venice and the Venetian Mainland, 1400-1800*, Toronto, Centre for Reformation and Renaissance Studies, 2006, p. 73-107.

13. Massimo Costantini, *L'albero della libertà economica : il processo di scioglimento delle corporazioni veneziane*, Venise, Arsenale Editrice, 1987 ; Maria Francesca Tiepolo (dir.), *Mestieri e arti a Venezia, 1173-1806*, Venise, ASV, 1986 ; Michele Gottardi, « Il commercio nelle provincie austro-venete (1798-1806) », dans Massimo Costantini (dir.), *Venezia nell'Ottocento*, Brescia, Edizioni Centro Federico Odorici, 1991, p. 63-91.

titution nouvellement chargée de la supervision des corporations, en vue d'obtenir le droit de fonder leur propre *arte dei capotteri* distinct de celui des *strazzaroli*¹⁴. Le second mémoire, antérieur de quelques mois au précédent (janvier 1764), est adressé au doge par cinq dignitaires vénitiens – deux *Magistrati de' Provveditori sopra la Giustizia Vecchia* et trois *Giustizieri Vecchi*¹⁵. Les nombreuses similitudes entre les deux textes, tout comme l'inclusion postérieure du second mémoire en annexe à la pétition d'un *capottere* grec, laissent deviner que ces documents ont été produits de manière concertée. De fait, c'est en vain qu'on cherchera une divergence entre ces deux versions du conflit entre *capotteri* et *strazzaroli*, conflit dont il convient ici d'exposer brièvement les grandes lignes.

À en croire nos deux témoignages, l'introduction de l'art des *capotteri* dans la Lagune peut être définie comme un transfert technologique particulièrement favorable à la Sérénissime. De fait, les deux mémoires insistent sur le fait que jusque dans la première moitié du XVIII^e siècle, Venise était contrainte d'acheter à l'étranger et au prix fort le produit d'une activité « utile aux gens de marine ainsi qu'à la nombreuse classe des pêcheurs ». En 1742, l'établissement dans la ville du fabricant de manteaux Zuanne Teocari (Ioannis Teocharis), « Grec de nation, natif de Ioannina, sujet ottoman », vient mettre fin à cette situation, en permettant aux Vénitiens de s'approvisionner directement dans leur ville. Établie en 1750, une liste des habitants des *sestieri* de Castello et de San Marco mentionne ainsi qu'il tient une boutique de manteaux (*tiene bottega da capoti*) au-dessus de laquelle il réside avec sa femme, son frère et un apprenti. La boutique et la maison donnent sur le Campo dei SS. Filippo e Giacomo, une petite place située à l'arrière de la basilique Saint Marc, sur laquelle on retrouve les échoppes d'autres artisans grecs¹⁶.

C'est pourtant sans compter sur les chefs de la corporation des chiffonniers vénitiens qui, jaloux du succès de Teocari, tentent de l'empêcher d'exercer librement :

Au pauvre Grec ignare des méthodes, des mesures (*providenze*) et des systèmes du gouvernement, les chefs de l'*Arte dei Strazzaroli* firent croire qu'il ne pouvait travailler, ouvrir boutique, et vendre, s'il ne s'inscrivait pas d'abord en tant que membre de leur corporation (*arte*). Ils lui soutirèrent une somme d'argent

14. ASV, *Inquisitorato alle Arti*, busta 22, « *Capotteri* », f° 1r-2r, Mémoire des *capotteri* grecs, 30 mai 1764. Ce document a été publié par Kostas Tsiknakas, « L'hellénisme à Venise (XIII^e-XVIII^e siècles) » [en grec], dans Chryssa Maltezos (dir.), *Venetiae quasi alterum Byzantium: Opseis tes istorias tou venekratoumenou Ellenismou*, Athènes, Idryma Ellinikou Politismou, 1993, p. 519-596, ici p. 594-595.

15. ASV, *Senato, Disparci, Costantinopoli*, filza 212, f° 189r-190v, Mémoire de Gabriel Marcello, Ancilotto Maria Renier, Zuan Battista Bassaggio, Giovanni Battista Cazari et Zorzi Corner, 28 janvier 1764. Il s'agit ici d'une copie du mémoire original, annexée à une lettre adressée postérieurement par un *capottere* grec à l'ambassadeur de Venise à Constantinople ; *ibid.*, f° 187rv, Anastasio Strangali au *bailo* Girolamo Zulian, 1^{er} juillet 1767. Ces deux documents ont récemment été publiés par Giorgio Plumidis, « Contribution... », art. cit., p. 23-25.

16. ASV, *Provveditori alle Pompe*, busta 16, « *Elenchi abitanti Castello e S. Marco, 1750* », *sestiere* de Castello, paroisse de San Provolo, Campo dei SS. Filippo e Giacomo. On notera la présence sur la même place des boutiques d'Apostolo Laverno, « tailleur grec (*sartor greco*) », de Domenico Cunial da Malvasia et de Paulo Scusè, « orfèvre (*orese*) à l'enseigne de Saint Spyridon ».

importante pour cette inscription, et ceci pour l'investir d'un droit privant tout autre [*étranger*] de travailler et de vendre, s'arrogeant de ce fait un pouvoir réservé à la seule autorité publique, et offensant ainsi la dignité du prince, d'une manière d'autant plus coupable qu'elle poursuit l'objectif odieux d'une injuste extorsion¹⁷.

L'accusation formulée contre les *strazzaroli* vénitiens porte ici sur deux aspects essentiels de la problématique du «travailler chez l'autre». D'une part, la maîtrise différentielle des codes et des usages relatifs au monde du travail, selon les origines géographiques (mais aussi sociales et culturelles) des individus : présenté comme un «pauvre Grec ignare», Teocari se serait ainsi fait escroquer par des collègues sans scrupule, faute de connaître le cadre législatif et pratique dans lequel s'inscrivait son activité professionnelle. D'autre part, le problème de la confusion réglementaire tenant lieu de ce que nous appellerions aujourd'hui le droit du travail, confusion que leur meilleure connaissance du milieu local permet aux chiffonniers vénitiens d'exploiter à leur avantage, notamment en se substituant aux sources légitimes du droit, en l'occurrence pour interdire à d'autres étrangers d'exercer à l'avenir la même activité que Teocari dans la Lagune.

Une telle situation pourrait apparaître de prime abord comme un simple abus commis par des artisans locaux indéliçables aux dépens d'un étranger ne connaissant pas les lois et coutumes du lieu où il séjourne et travaille. Elle ne fait pourtant que refléter une réalité bien plus large : en l'espèce, celle du système inique mis en place par les chiffonniers pour contrôler un secteur entier de l'économie vénitienne grâce au racket et à l'intimidation. De fait, la généalogie de cette profession telle que la dressent nos deux documents apparaît comme une longue suite de petites manœuvres et de grandes vexations commises aux dépens des Grecs. C'est tout d'abord Zorzi Baldani, lui aussi originaire de Ioannina, qui décide d'imiter Teocari et choisit d'ouvrir boutique à Venise : les *strazzaroli* vénitiens, après avoir exigé des sommes importantes de la part du nouveau venu, finissent par arguer du privilège concédé à Teocari pour se retourner contre lui, et obtenir son départ pour Ancône. Ce sont ensuite les nombreux artisans grecs qui, une fois Teocari décédé en 1754, croient pouvoir bénéficier de la fin de son privilège pour s'installer à Venise, et se retrouvent à leur tour victimes des pressions exercées par les *strazzaroli*¹⁸.

La situation que décrivent ces deux mémoires touche à une limite : en l'occurrence, celle à partir de laquelle il n'est plus envisageable de «travailler chez l'autre», ni peut-être même de «travailler avec l'autre». Aux yeux des Grecs comme des magistrats vénitiens, elle n'appelle qu'une réponse : une rupture pure et simple. Et ce n'est donc pas en vue de protéger un quelconque «secret professionnel», ni même un savoir-faire artisanal spécifique, mais pour faire cesser les exactions commises par les chefs de la corporation des chiffonniers, que les *capotteri* demandent à pouvoir fonder leur propre *arte*. Un tel motif peut bien sûr paraître discutable, et les *strazzaroli* ne manquent pas de proposer leur propre version

17. ASV, *Senato, Dispacci, Costantinopoli*, filza 212, f° 189r-190v, doc. cit., 28 janvier 1764. Toutes les traductions sont de l'auteur.

18. ASV, *Inquisitorato alle Arti*, busta 22, f° 1r-2r, doc. cit., 30 mai 1764.

des faits, selon laquelle c'est la cupidité qui aurait poussé les Grecs à chercher à s'affranchir des trop stricts règlements corporatifs¹⁹. Mais les Grecs sont appuyés par cinq puissants magistrats vénitiens, qui motivent leur soutien par rien moins qu'un « élan de conscience » et le « devoir de leur propre réputation »²⁰. Les pétitionnaires de mai 1764 obtiennent rapidement gain de cause, et moins de quatre mois plus tard, un décret vient officiellement sanctionner la séparation des deux activités, et entériner la fondation de l'*Arte dei Capotteri Greci*²¹.

Certes, cette fondation ne signifie pas pour les Grecs la fin de tous leurs problèmes : victimes de la concurrence de *capotteri* ambulants, ils pâtissent aussi des importations directes de la laine turque nécessaire à la confection des manteaux²². Dans un autre registre, ils peinent également à recouvrer les créances que les *strazzaroli* vénitiens ont contractées auprès d'eux : à l'été 1767, sept *capotteri* adressent ainsi à l'ambassadeur vénitien à Constantinople une demande de recouvrement portant sur pas moins de 27 000 ducats, que leur doivent dix *strazzaroli* vénitiens²³. Si elle ne constitue donc pas une solution miracle, la fondation de la corporation des *capotteri* grecs vient pourtant bouleverser la donne au sein de cette petite branche de l'artisanat vénitien. Couramment perçue comme une victoire de l'élément grec sur le corps des *strazzaroli* vénitiens, cette fondation vient également sanctionner une défaite plus sourde, mais non moins symbolique : en l'occurrence, celle d'une possible cohabitation entre artisans grecs et vénitiens, et donc d'un « travail(-ler) chez l'autre » réellement synonyme d'un « travail(-ler) avec l'autre ». On se gardera pour autant de prendre trop littéralement cette figure d'un « travailler sans l'autre », puisque si les artisans grecs et vénitiens s'organisent en des corps de métier séparés, notre documentation ne nous permet pas à ce stade d'exclure l'existence d'autres types d'interactions entre les deux populations, et l'on peut ainsi supposer qu'outre les relations qu'ils entretiennent avec leur clientèle locale, les artisans grecs sont régulièrement en contact avec des Vénitiens présents dans les autres branches de l'industrie textile (tailleurs, assembleurs, teinturiers, etc.).

Un si petit monde : retours sur l'« affaire »

Nous l'avons dit, l'affaire opposant Giovanni d'Anastasio à Antonio Tironi ne constitue pas à proprement parler une résurgence du (désormais vieux) conflit entre *capotteri* grecs et *strazzaroli* vénitiens. Elle en reprend pourtant certains éléments et enjeux. Tout d'abord, parce qu'elle a pour cadre le monde de l'industrie textile vénitienne : monde varié et conscient de sa diversité, mais dans lequel les effets de spécialisation professionnelle ne sauraient oblitérer les motifs

19. Voir le mémoire du 16 septembre 1767, cité dans Maria Luisa Parolini et Sergio Noto, *Venezia e l'Europa: soldati, mercanti e riformatori*, Verone, Libreria Universitaria Editrice, 1994, p. 173.

20. ASV, *Senato, Dispacci, Costantinopoli*, filza 212, ff° 189r-190v, doc. cit., 28 janvier 1764.

21. Les fonds de cette corporation sont conservés à l'ASV, *Inquisitorato alle Arti*, busta 22.

22. Dal Borgo, « Le corporazioni di mestiere... », art. cit., p. 185.

23. ASV, *Senato, Dispacci, Costantinopoli*, filza 212, f° 187rv, doc. cit., 1^{er} juillet 1767.

« transversaux » de sociabilité et de solidarité, comme de jalousie et de concurrence. D'autre part, parce qu'elle a pour protagoniste le rejeton d'une ancienne famille de *capotteri* grecs à Venise : si Giovanni possède sa propre boutique sur le Pont du Rialto, son père Giorgio exerce depuis de nombreuses années à proximité de la Riva dei Schiavoni, ce quai du bassin de San Marco sur lequel se retrouvent les marins et les pêcheurs vénitiens et étrangers. Ensuite, parce qu'il y est question de normes, de symboles et d'interdit – en l'occurrence celui qu'impose d'Anastasio à Tironi, et qui se présente comme le miroir inversé de celui jadis formulé par les chiffonniers vénitiens à l'encontre des Teocari, Baldani et consorts. Enfin, parce qu'elle met aux prises un Grec à un « Italien », une configuration qui fait écho à l'acte de création de cette corporation des *capotteri greci*, dont le nom même semble comme donner corps à un contenu « national » pour le moins ambigu. De fait, ce contenu a pu être interprété dans deux directions principales, en regard de l'histoire vénitienne et de l'historiographie des diasporas de l'époque moderne. D'une part, en insistant sur le lien qui unit la corporation au reste de la nation (*nazione*) grecque-orthodoxe de Venise : c'est par exemple le choix que semblent faire les *capotteri* lorsqu'ils installent officiellement leur siège dans l'église de San Giorgio dei Greci²⁴. D'autre part, en considérant la scission de 1764 comme la victoire d'un petit groupe étranger (défini ici en termes ethniques) qui parvient à contrôler une branche ou une niche spécifique de l'économie locale vénitienne : il serait alors possible de lire ce conflit en termes d'*ethnic entrepreneurship*, défini comme la capacité des acteurs à susciter des opportunités économiques, ainsi qu'à mobiliser des ressources au gré de leurs appartenances « ethniques » ou « nationales »²⁵.

Si elle apparaît donc ici comme doublement centrale, la question du « national » se trouve pourtant reléguée au second plan dès lors qu'on se penche sur le fonctionnement interne de l'*Arte dei Capotteri Greci*. Car pour comprendre ce fonctionnement et en rendre compte, la clé de lecture pertinente n'est ni celle de la « nation », ni celle de l'ethnie, mais celle de la région d'origine. Et ceci dès les débuts de la corporation : ainsi les six artisans grecs à l'initiative desquels est fondée l'*Arte* sont-ils tous originaires de la région de l'Épire, et plus particulièrement de la capitale, Ioannina, ainsi que d'une poignée de villages alentours²⁶. Lorsque 33 ans plus tard disparaît la République, la corporation compte cette fois 32 membres : tous sont Épirotes, à l'exception du seul Zorzi Papadopoulo, un Corfiote dont la famille est par ailleurs originaire d'Épire. Plus que celui d'un groupe régional au sens large, ce monopole est en réalité celui d'une poignée de familles : en 1797, huit de ces familles sont ainsi représentées par deux à quatre personnes, pour un total de 23 membres sur 32. Ce monopole s'inscrit d'ailleurs clairement dans une perspective lignagère, puisque parmi ces familles on retrouve les patronymes de cinq des six premiers membres de la corporation en 1764 : plus

24. Giorgio Plumidis, « Les fabricants... », art. cit., p. 24.

25. Roger Waldinger, « The Two Sides of Ethnic Entrepreneurship », *International Migration Review*, 27/3, 1993, p. 692-701.

26. Il s'agit d'Atanasio Baldani qm (fils de feu) Zuanne, Cristofolo Dimo, Demetrio et Zuanne Cristo, Anastasio di Zuanne, et Cristofolo di Georgio Teocari (le frère du pionnier Giovanni).

de trente ans plus tard, 13 des 32 membres de l'*Arte dei Capotteri Greci* portent les patronymes de Teocari, Baldani, Cristo ou Dimo.

Le caractère apparemment fermé de ce type de groupe ne manque pas d'interroger, voire de fasciner les observateurs du passé comme les historiens d'aujourd'hui. Heureusement, notre documentation vient parfois éclairer certaines failles d'une sociographie aux contours jusqu'ici trop parfaits. Parce qu'elle met en évidence les motifs d'interconnaissance et de circulation parmi des acteurs issus de milieux différents, l'affaire opposant d'Anastasio à Tironi vient ainsi contredire une acception trop rigide des identités collectives et individuelles. Sans remettre en cause le constat d'une mainmise épirote sur la corporation des *capotteri* grecs, et sans minimiser pour autant le caractère central de la question identitaire, elle apporte un éclairage original sur la problématique du « travailler chez l'autre ».

Rappelons, pour commencer, que les trois individus dont les témoignages forment notre base documentaire n'interviennent pas dans l'affaire avec la même qualité. D'une part, Giovanni Battista Bella Rosa et Spiridion Costa ont tous les deux été témoins d'une conversation entre Giovanni d'Anastasio et Giorgio Papà au sujet de la vente de la boutique du premier à Antonio Tironi : leurs témoignages concordent, puisque l'un comme l'autre rapportent que Papà aurait garanti à d'Anastasio que sa boutique devait être reconvertie en pelleterie. Quant à Papà, il confirme le rôle que lui prêtent les deux autres témoins, en se présentant lui-même comme un « intermédiaire » (*mediatore*) entre les deux acteurs de la transaction²⁷. De fait, Tironi n'apparaît à aucun moment en personne dans les récits qui sont faits de l'affaire, et les deux premiers témoins disent même ne pas le connaître. Ce n'est en revanche pas le cas de Papà, que Costa admet connaître, tout comme Bella Rosa – qui précise « de vue, avec son manteau (*tabarro*) rouge »²⁸. Enfin, tout deux savent très bien (*molto bene*) qui est d'Anastasio. Bella Rosa, parce que son métier de vendeur de tonneaux l'amène à fréquenter « depuis 42 ans » la Riva dei Schiavoni, à deux pas de cette Calle delle Rasse dans laquelle Giorgio d'Anastasio, le père de Giovanni, tient une boutique de *capottiere*. Costa, du fait de sa double appartenance aux cercles grec-orthodoxe et épirote de Venise : né de parents originaires de Ioannina, il est membre de la confrérie de San Nicolò depuis 1791, et figure toujours vingt ans plus tard sur la liste des III « confrères présents dans la commune »²⁹.

27. ASV, *Deputazione*, busta 32, f. 3, Giorgio Papà : « Je servis d'intermédiaire entre Tironi et ledit Giovanni Girogio d'Anastasio pour la cession de ladite boutique. Tironi m'avait demandé d'observer s'il restait une boutique libre (*stare in osservazione se rimanesse libera una qualche bottega*), et sachant que d'Anastasio souhaitait se débarrasser de la sienne, je lui proposai de la céder à Tironi. Il commença par dire qu'il était en pourparlers (*era in parole*) avec une autre personne, il me fit revenir trois fois, et la troisième nous avons fait affaire (*ci siamo combinati*) ».

28. *Ibid.*, Gio. Battista Bella Rosa ; *ibid.*, Spiridion Costa qm Giorgio.

29. ASV, *Prefettura dell'Adriatico* (désormais *Prefettura*), busta 344, 1811 – Culto, 18, *Confraternite*, Lettre de Zuanne Calichiopulo au Préfet de l'Adriatique, 2 décembre 1811 ; Artemi Xanthopoulou-Kyriakou, *La communauté grecque de Venise, 1797-1866 : Administration et organisation économique, activités éducatives et politiques* [en grec], Thèse de doctorat inédite, Université Aristote de Thessalonique, 1978, p. 240, n° 89.

Cependant, l'utilité de Costa dans l'économie de l'affaire qui se joue, semble plus devoir à sa qualité de Grec qu'au fait qu'il connaisse ou non personnellement d'Anastasio. Il est ainsi capable de rapporter le contenu de la conversation dont il a été témoin, conversation qui s'est tenue « par moments en grec, et par moments en italien », alors que d'Anastasio et Papà se trouvaient aux abords immédiats de l'église grecque-orthodoxe (sur le *Campo dei Greci*), au sortir d'une messe célébrée un jour de fête³⁰. Soulignons ici qu'on ne sait si Bella Rosa a entendu cette même conversation, puisque sa qualité de catholique ne le prédispose en rien à fréquenter les abords d'un lieu de culte orthodoxe, qui plus est un jour de fête. Cependant, l'hypothèse n'est pas à exclure, puisqu'il rapporte que la conversation entre d'Anastasio et Papà à laquelle il a assisté s'est tenue « un matin » et surtout à faible distance (*poco lungi*) de la boutique de Giorgio d'Anastasio, elle-même proche de l'église de San Giorgio dei Greci³¹. Quant à la présence de Papà sur le *campo* de l'église de San Giorgio dei Greci, elle n'aurait pas de quoi surprendre si l'intéressé ne se déclarait pas catholique dans sa déposition. C'est pourtant cette dernière déclaration qui apparaît la plus étrange, puisque Papà, lui aussi originaire de Ioannina, a professé au moins un temps la religion orthodoxe : les registres de l'église de San Giorgio dei Greci contiennent ainsi la trace d'un mariage célébré le 6 mai 1772 entre un certain « Ioannis tou Ioannou Papa » (en italien, « *Giorgio di Giovanni Papà* »), natif de Ioannina, et une nommée Rosa Donatini, fille de Bortolo³². Même à supposer qu'il se soit depuis converti au catholicisme, on ne saurait donc s'étonner finalement qu'il ait conservé des relations parmi la petite communauté orthodoxe de Venise, ni même qu'il ait pensé que la meilleure occasion de rencontrer d'Anastasio était de se rendre à l'église de San Giorgio dei Greci un jour de fête religieuse.

Pour autant, la fonction de Papà ne saurait être réduite à celle d'un simple intermédiaire capable de traverser les frontières religieuses, et éventuellement de maîtriser les codes sociaux de l'un et de l'autre monde. De fait, toute l'affaire opposant d'Anastasio et Tironi vient contredire une définition trop étroite de ces mondes, en laissant entrevoir le caractère extrêmement poreux des frontières séparant les groupes ethno-nationaux et religieux³³. Il suffit, pour s'en convaincre, de revenir à ce que l'on pourrait qualifier de synopsis de l'affaire : lorsqu'un Grec catholique (Papà) apprend qu'un Grec orthodoxe (d'Anastasio) cherche à se séparer d'un bien, il en avertit un Italien catholique (Tironi) ; et lorsque la transaction tourne mal, ce même Grec catholique se retrouve interrogé au côté d'un autre Grec orthodoxe (Costa) et d'un autre Italien catholique (Bella Rosa), tous deux témoins directs d'une discussion s'étant déroulée sur la place de l'église grecque-orthodoxe. Plus que les identités nationales ou religieuses, ce sont ici les formes

30. ASV, *Deputazione*, busta 32, filza 3, Spiridion Costa qm Giorgio.

31. *Ibid.*, Gio. Battista Bella Rosa.

32. Manoussos Manoussacas et Ioannis Skoulas, *Les livres d'état civil de la Confraternité des Grecs de Venise. I : Actes de mariage (1599-1815)* [en grec], Venise, IESBPV, 1993, p. 213, n° 835 (6 mai 1772).

33. Pour une réflexion sur ce thème, voir E. Natalie Rothman, « Becoming Venetian : Conversion and Transformation in the Seventeenth-Century Mediterranean », *Mediterranean Historical Review*, 21/1, 2006, p. 39-75.

d'appartenance plus discrètes que représentent l'activité professionnelle et les origines régionales, qui semblent constituer les observatoires les plus pertinents pour analyser ce fragment de société vénitienne : ainsi de Papà, dont le rôle de médiateur doit sans doute moins à ses convictions religieuses qu'à ses origines épirotes et sa connaissance du milieu des *capotteri* de Venise – et l'on remarquera ici qu'outre ses contacts avec d'Anastasio, Papà est lié à la dynastie des Teocari, dont l'un des rejetons apparaît même en qualité de témoin sur son acte de mariage³⁴.

Identité épirote, entre-soi communautaire et « ottomanité »

On le voit, l'analyse de l'affaire opposant d'Anastasio à Tironi vient jeter un éclairage original sur le monde des *capotteri* grecs de Venise, ainsi que sur leurs contacts avec des individus issus de différents groupes ethniques, religieux, sociaux et professionnels. Plutôt que de prétendre dresser l'inventaire complet de telles interactions, nous avons choisi de dégager cinq thèmes, qui nous paraissent constituer autant de pistes autour desquelles articuler l'étude de ce groupe et interroger la problématique générale du « travailler chez l'autre » : l'appartenance régionale ; les pratiques matrimoniales et les stratégies lignagères ; l'insertion dans le tissu social – et urbain – vénitiens ; le rapport à la « nation » grecque et aux logiques communautaires ; le statut de sujet ottoman.

C'est tout d'abord le référentiel épirote qui apparaît comme central dans quasiment toutes les formes d'identification individuelles et collectives (auto-définition, qualification par des acteurs extérieurs au groupe, etc.). Plus que la démonstration d'un savoir-faire technique ou l'acquittement d'une certaine somme d'argent, l'origine épirote constitue ainsi la meilleure des recommandations pour quiconque souhaite intégrer l'*Arte dei Capotteri Greci*. Le recrutement y est d'ailleurs entièrement fondé sur une logique de cooptation des nouveaux membres par les anciens, qui s'appuient pour ce faire sur leurs réseaux commerciaux et familiaux, dont certains préexistent à leur implantation à Venise. C'est ainsi au prix d'une correspondance régulière entre membres d'une même famille installés dans l'Europe entière, que les artisans épirotes de Venise peuvent recruter *à distance* un frère, un neveu ou un cousin pour venir grossir les rangs de la corporation, à l'image de ces jeunes marchands grecs envoyés parfaire leur apprentissage chez un parent établi hors de l'Empire ottoman³⁵. La pétition de 1764 témoigne d'ailleurs en plusieurs endroits de l'excellente circulation de l'information commerciale le long des réseaux épirotes : ainsi, l'annonce de la mort de Teocari (et donc le caractère caduque de l'exclusive le concernant) conduit-elle rapidement à l'établissement d'autres fabricants de manteaux épirotes à Venise. Dans un autre

34. Manoussos Manoussacas et Ioannis Skoulas, *Les livres d'état civil... op. cit.*, p. 213, n° 835 (6 mai 1772).

35. Sur ce point, voir par exemple Georgios Papageorgiou, *Les corporations à Ioannina au XIX^e et au début du XX^e siècle* [en grec], Ioannina, IMIAX, rééd. 1988 ; Georges Dertilis, « Entrepreneurs grecs : trois générations, 1770-1900 », dans Franco Angiolini et Daniel Roche (dir.), *Cultures et formations négociantes dans l'Europe moderne*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1995, p. 111-129.

registre, on peut supposer que c'est par l'intermédiaire de ses connaissances parmi le groupe épirote de Venise, que Papà a appris que d'Anastasio cherchait à vendre sa boutique. De manière plus générale, le cas de Papà permet également de formuler l'hypothèse selon laquelle l'identité régionale épirote traverse à l'occasion les frontières traditionnelles, ou tout au moins ne s'abolit pas dans la conversion de l'orthodoxie au catholicisme. Signalons enfin que la centralité du référentiel épirote n'implique pas la parfaite exactitude géographique des toponymes utilisés au quotidien ou dans les qualifications courantes : tel artisan « de Ioannina » peut ainsi être natif de l'un des villages aroumaines des montagnes alentours³⁶, tandis que tel « Épirote » peut être originaire de la province voisine de Thessalie³⁷. Selon les cas, on verra dans ces écarts une traduction de la valeur quasi métonymique de ces toponymes rattachant l'individu à un groupe donné, le signe de la labilité des frontières administratives dans l'espace sud-balkanique à l'époque moderne, ou encore une illustration de la relative facilité avec laquelle circulent certains types d'artisans qualifiés au sein de cet espace³⁸.

De manière connexe à cette question des origines, se pose celle des pratiques matrimoniales et lignagères comme garantes d'une identité collective propre aux *capotteri* grecs. Nos informations sur ce point restent assez lacunaires, et nous nous garderons donc de trop généraliser nos observations³⁹. Il n'en demeure pas moins qu'un profil des quelques conjoints dont nous avons gardé la trace ne permet pas de conclure à l'existence de pratiques strictement endogamiques à l'intérieur du groupe. Car si la plupart des *capotteri* épirotes semblent choisir une épouse grecque et orthodoxe, et souvent originaire elle aussi d'Épire, certains artisans ont jeté leur dévolu sur des Vénitiennes, voire des étrangères. Tel est par exemple le cas de Policronio Bozzoli, qui a épousé en 1792 une certaine Laura Paulina Ioanna, fille de Luca Raffai, ou encore de Demetrio Pisto, marié six ans plus tard à Anna, fille du baron Maurice Plassembert⁴⁰. Quant à Giorgio Papà, rappelons qu'il a

36. Bien qu'ils se disent « de Ioannina », Diamante Croni, Giovanni d'Anastasio, Constantin Turturi et les frères Alessandro et Nicolo Dimo sont en réalité natifs de Kalarites et de Syrako, deux villages de montagne situés à 35 km à l'est de la capitale de la province d'Épire. Voir Artemi Xanthopoulos-Kyriakou, *La communauté grecque...*, op. cit., p. 240 n° 76 (N. Dimo) et n° 88 (D. Croni), p. 241 n° 91 (C. Turturi), et p. 242 n° 120 (A. Dimo) ; Archives de l'Institut Hellénique de Venise (désormais AIHV), B 5 K 23, Décès (1811-1832), f° 81v (G. d'Anastasio).

37. Ainsi des Pisto, une famille qualifiée d'« épirote », mais dont certains membres sont natifs de Kleinovo, un village de montagne situé à plus de 60 km de Ioannina, dans la province de Thessalie ; voir Artemi Xanthopoulos-Kyriakou, *La communauté grecque...*, op. cit., p. 243 n° 140 (D. Pisto). Ainsi également de Cristoforo Bani, né à Trikala en Thessalie, mais dont l'acte de décès porte qu'il est originaire d'« Épire » (AIHV, B 5 K 23, n° 182).

38. Sur ce dernier point, voir l'analyse toujours essentielle de Traian Stoianovich, « The Conquering Balkan Orthodox Merchant », *Journal of Economic History*, 20, 1960, p. 234-313.

39. Les informations recueillies proviennent en priorité des registres de baptême et de mariage de l'église grecque-orthodoxe de San Giorgio dei Greci, ainsi que des registres de décès de la paroisse voisine de Sant'Antonino (ceux de San Giorgio dei Greci ne commençant à être tenus qu'à partir de 1811). Voir AIHV, B 5 K 3 et 7, Baptêmes (1794-1815) et (1702-1800) ; Manoussos Manoussacas et Ioannis Skoulas, *Les livres d'état civil...*, op. cit. ; Chryssa Maltezou et Giorgio Plumidis, *Les actes de décès des Grecs dans les archives de l'église Sant'Antonin de Venise (1569-1810)* [en grec], Venise, IESBPV, 2001 ; AIHV, B 5 K 23, Décès (1811-1832).

40. Manoussos Manoussacas et Ioannis Skoulas, *Les livres d'état civil...*, op. cit., p. 292, n° 1155

épousé à l'église grecque-orthodoxe une nommée Rosa Donatini, fille de Bortolo, dont on peut supposer qu'elle est Vénitienne et catholique. Sans pour autant conclure à une prévalence des pratiques exogamiques parmi les *capotteri* grecs de Venise, force est ainsi de souligner que de tels exemples demeurent relativement rares au sein de la communauté grecque de Venise, et qu'ils caractérisent en priorité une population artisanale dont la spécificité des pratiques matrimoniales et lignagères n'a que rarement été prise en compte par l'historiographie⁴¹. Quant au choix des témoins de mariage, il reflète lui aussi une sociabilité qui, si elle reste majoritairement interne à la communauté grecque-orthodoxe, s'affranchit à l'occasion d'une acception trop rigide des déterminants tels que l'origine régionale ou le groupe professionnel. Si Policronio Bozzoli, déjà mentionné, choisit pour témoin son collègue Alessandro Dimo, Zuanne Teocari opte pour le marchand épirote Stefanos Karagiannis, tandis que Demetrio Pisto choisit le négociant Alexios Nicolaïdis, originaire du Péloponnèse et membre éminent de la confrérie grecque-orthodoxe⁴². Enfin, l'étude du choix des parrains et marraines pour les enfants de *capotteri* grecs mène au même constat d'un brouillage des marqueurs traditionnels de l'« identité » (peut-être à la seule exception du marqueur religieux) : ainsi du fabricant de manteaux épirote Anastasio Cristo, qui donne pour parrain à sa fille le marchand corfiote Giorgio Cormari, tandis que Giorgio Papà s'en remet quant à lui au marchand Zacharias Charamis, originaire de Ioannina⁴³.

La question de l'intégration des *capotteri* grecs dans le tissu social vénitien nécessite qu'outre les pratiques matrimoniales, on considère une série d'indices permettant de replacer les individus étudiés dans leur milieu social et professionnel plus large que le seul cadre communautaire grec-orthodoxe. Faute de pouvoir mener à bien un tel travail dans les limites de la présente étude, nous nous contenterons de signaler que l'insertion de ces artisans dans l'espace urbain vénitien constitue à ce titre une clé de lecture prometteuse. De fait, la plupart d'entre eux semblent évoluer à l'écart du « quartier grec » qui s'est constitué depuis le xvi^e siècle dans le voisinage immédiat de l'église grecque-orthodoxe de San Giorgio dei Greci⁴⁴. On remarquera ainsi qu'aucun d'eux ne figure parmi les registres funéraires de l'église catholique de Sant'Antonino, dont la paroisse comprend l'église de San Giorgio dei Greci. Quelques *capotteri* se trouvant par la suite portés sur les registres funéraires que l'église grecque-orthodoxe institue en 1811⁴⁵, on peut en déduire que ces artisans ne résident pas dans la paroisse limitrophe de leur lieu de culte, mais dans d'autres parties de la ville. À coup sûr, une

et p. 332, n° 1311.

41. On trouvera un ensemble de réflexions stimulantes sur le lien entre mobilité sociale et stratégies lignagères dans Anna Bellavitis, Laurence Croq et Monica Martinat (dir.), *Mobilité et transmission dans les sociétés de l'Europe moderne*, Rennes, PUR, 2009.

42. Manoussos Manoussacas et Ioannis Skoulas, *Les livres d'état civil...*, *op. cit.*, p. 241, n° 946 (P. Bozzoli) ; p. 292, n° 1155 (Z. Teocari) ; et p. 332, n° 1311 (D. Pisto).

43. AIHV, B 5 K 7, f° 189v (25 juillet 1786) et 200r (13 septembre 1775).

44. Sur ce « quartier grec », voir Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire...*, *op. cit.*, p. 202-204 et 213-215.

45. C'est par exemple le cas de Giorgio Ustachio († 1816), Cristoforo Banni († 1818), Diamante Croni († 1826) et Giovanni d'Anastasio († 1830) ; voir AIHV, B 5 K 23, *Décès (1811-1832)*.

telle distribution résidentielle s'explique par le souci de ces artisans de s'installer à proximité de leurs boutiques, elles-mêmes de préférence situées dans l'une des zones commerçantes de la ville. Pour être distinctes du quartier grec, celles-ci n'en sont pas nécessairement distantes, et l'on trouve une forte concentration d'artisans grecs dans le *sestiere* de Castello : outre le cas déjà évoqué du pionnier Giovanni Teocari, qui travaille et réside aux abords de la basilique Saint-Marc en 1750, on mentionnera le cas des Baldini, qui tiennent également boutique dans la paroisse de San Provolo, tandis que Demetrio Pisto et Giorgio d'Anastasio sont installés aux abords de la Riva dei Schiavoni, le long du bassin de Saint Marc⁴⁶. Quant à l'affaire d'Anastasio contre Tironi, elle a pour double cadre spatial le pont du Rialto et les abords de l'église de San Giorgio dei Greci, respectivement espaces du commerce vénitien et de l'« entre-soi communautaire » grec⁴⁷.

Le rapport des artisans à la « nation » grecque-orthodoxe de Venise constitue une quatrième piste d'analyse, dans la mesure où nos observations contredisent partiellement celles jadis effectuées par l'historien Giorgio Plumidis⁴⁸. Celui-ci pointait par exemple une participation particulièrement faible des *capotteri* au fonctionnement des institutions communautaires grecques, telles que la confrérie grecque-orthodoxe de San Nicolò. Mais sur les 32 *capotteri* figurant sur l'état de 1797, nous comptons douze confrères anciens ou actuels (et un treizième s'inscrira l'année suivante), là où Plumidis n'en relevait que six⁴⁹. Au-delà des divergences de chiffres, le constat subsiste d'un groupe social et professionnel qui semble évoluer plutôt à l'écart des institutions communautaires. De fait, non seulement la proportion de confrères parmi les *capotteri* reste plus faible que celle d'autres groupes professionnels (par exemple les marchands), mais ils sont aussi pratiquement absents de l'organigramme de la confrérie, dont ils n'occupent aucune des charges électives. À notre sens, ce phénomène est imputable à trois raisons principales : une meilleure insertion des artisans grecs dans le tissu social vénitien, et donc l'érosion progressive de certains des marqueurs de leur appartenance à la communauté d'origine ; un désengagement progressif des artisans et commerçants grecs des activités de la confrérie ; un possible ressentiment des Épirotes face à un système de représentation communautaire qui leur est structurellement défavorable⁵⁰. Soulignons cependant que le faible engagement des *capotteri* grecs

46. Giorgio Plumidis, « Les fabricants... », art. cit., p. 24, n. 1.

47. Sur le pont du Rialto comme centre névralgique traditionnel du commerce vénitien, voir Donatella Calabi et Paolo Morachiello, *Rialto : le fabbriche e il ponte*, Turin, Einaudi, 1987. Sur l'articulation entre modes d'investissement de l'espace urbain et « entre-soi communautaire », on se reportera avec profit à l'enquête d'Anne-Sophie Vivier, « Quand Le Caire se révèle copte... Traits et enjeux des pratiques de sociabilité des coptes orthodoxes dans Le Caire contemporain », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 107-110, 2005, p. 205-226.

48. Giorgio Plumidis, « Les fabricants... », art. cit.

49. Outre Michiel Croni (1758-1768), Giorgio Papadopoulos (1767-1770), Demetrio Cristo (1770), Atanasio Baldani (1771), Giorgio Turturi (1788-1799) et Nicolo Dimo (1792-1799), les registres de la confrérie grecque-orthodoxe de Venise mentionnent Giorgio d'Anastasio (1757), Alessandro et Demetrio Dimo (1788-1798), Diamante Croni (1791), Costantin Turturi (1791), Cristoforo Banni (1797), Demetrio Pisto (1798).

50. Sur ces différents points, voir Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire...*, op. cit., p. 24-36, 106-108 et 261-264.

dans les activités de la confrérie ne signifie pas nécessairement une remise en cause par ces individus de leur propre « grécité ». Ainsi du *capotter* Giorgio Turturi, qui finance en 1807 une réédition de la *Géographie* de Meletios par le philosophe et cartographe grec Anthimos Gazis, sous les presses vénitiennes des imprimeurs épirotes Demetrios et Panos Theodosiou⁵¹. Parallèlement aux initiatives individuelles de ce type, nous noterons enfin qu'abstraction faite de la possible conversion de Giorgio Papà, l'orthodoxie constitue pour les *capotteri* grecs un référentiel dont la centralité demeure entière. En témoigne le fait que la corporation conserve jusqu'à sa dissolution son siège dans l'église grecque-orthodoxe de San Giorgio dei Greci. En témoigne également, et de manière peut-être plus probante, le fait que les abords immédiats de l'église constituent encore en 1804 le principal décor de l'affaire que nous venons d'exposer.

Enfin, notre dernière piste d'étude est celle du statut politico-juridique des *capotteri* grecs, et interroge en particulier leur qualité de sujets ottomans. Il convient ici de rappeler que la communauté grecque de Venise présente à cet égard un profil original, puisqu'à l'inverse de ce que l'on observe dans l'ensemble de la diaspora grecque, les sujets du Grand Seigneur y sont minoritaires face à ceux de la République. Souvent négligée par l'historiographie, cette question du statut politico-juridique n'en demeure pas moins cruciale, dans la mesure où elle dessine les contours d'équilibres sociaux et culturels qui percolent les alliances comme les conflits au sein de la communauté⁵². À coup sûr, il convient de se garder d'essentialiser un déterminant identitaire qui est avant tout d'usage juridique, administratif et politique, et dont les pratiques comme les discours des acteurs montrent bien le caractère relatif. Ainsi les cinq magistrats vénitiens auteurs du mémoire de janvier 1764, n'hésitent-ils pas à souligner que les *capotteri* « par leur origine et leur pays d'origine sont Grecs et sujets de l'Ottoman, mais de fait sujets volontaires de Votre Excellence [puisqu'] établis ici depuis quelque temps et, protégés par de publics décrets favorables, inscrits à l'*Arte de Strazzaroli* et exerçant le métier de tailler, coudre et vendre des manteaux »⁵³. Néanmoins, il est aussi nécessaire de prendre au sérieux l'idée selon laquelle le statut de sujet ottoman – comme du reste tout autre statut politico-juridique, en fonction du contexte – peut parfois constituer une ressource pour celui qui en jouit. C'est par exemple sur cette « ottomanité » que jouent les *capotteri* grecs en 1767, lorsque désireux de recouvrer leurs créances auprès des *strazzaroli* vénitiens, ils s'adressent en personne à l'ambassadeur vénitien à Constantinople, et menacent d'en appeler à la justice ottomane⁵⁴. Et lorsque, trente ans plus tard, les troupes françaises lèvent une lourde taxe sur les forces vives de l'économie vénitienne, les Grecs sujets du Grand Seigneur ne manquent pas de faire valoir leur qualité de sujets ottomans,

51. Giorgio Plumidis, « Les fabricants... », art. cit., p. 23.

52. Marco Dogo, « Merchants between two empires: the Ottoman colonies of Trieste in the XVIIIth century », *Études balkaniques*, 32-33/3-4, 1996-1997, p. 85-96 ; Mathieu Grenet, « Entangled allegiances: Ottoman Greeks in Marseille and the shifting ethos of Greek-ness (c.1790-c.1820) », *Byzantine and Modern Greek Studies*, 36/1, 2012, p. 56-71.

53. ASV, *Senato, Dispacci, Costantinopoli*, filza 212, f° 189r-190v, doc. cit., 28 janvier 1764.

54. *Ibid.*, f° 187rv, doc. cit., 1^{er} juillet 1767.

pour être dispensés de l'impôt au nom de l'« amitié » liant encore officiellement la France à l'Empire⁵⁵. À l'inverse, Antonio Tironi, un Italien qui ne bénéficie pas de ce recours, sera pour sa part requis de payer 300 ducats au titre de sa contribution à la taxe de 1797⁵⁶. Quant au traitement de l'affaire de 1804 par la *Commissione pei sudditi Ottomani*, il nous rappelle que sept ans après la chute de la Sérénissime, les sujets du Grand Seigneur continuent d'être soumis à des juridictions spéciales – et ce quand bien même, à l'instar de nombreux *capotteri* actifs à Venise au début du XIX^e siècle, ils appartiennent à des dynasties d'artisans installées dans la Lagune depuis des générations, voire sont eux-mêmes nés à Venise, ou encore y ont rencontré leurs épouses.

Conclusion

Nous l'avons dit, on ne connaît pas le dénouement de l'affaire opposant d'Anastasio et Tironi. Celui-ci apparaît pourtant comme secondaire, au regard de ce qui constitue à nos yeux le principal intérêt d'un tel cas : en l'occurrence, son rôle de révélateur d'une série d'enjeux touchant non seulement le monde du travail vénitien en une période singulièrement troublée de l'histoire de la ville, mais également les interactions entre populations vénitienne et grecque, ou encore les grands équilibres sociaux de la communauté grecque-orthodoxe.

Nombre de travaux portant sur la problématique du « travailler chez l'autre » s'attachent à évaluer l'accès d'une population dite étrangère à un marché défini comme local. Dans le cas des *capotteri* de Venise, nous avons pu voir que cette question prend un tour singulier à partir du moment où les artisans grecs sont autorisés à former leur propre corporation : car si cette reconnaissance constitue indéniablement une victoire des artisans grecs, elle entérine également leur propre extranéité face au monde du travail vénitien. Pour autant, la « grécité » des *capotteri greci* ne renvoie pas à une identité stable et univoque, mais à une série de marqueurs et de déterminants dont la nature et l'agencement varient d'un individu à l'autre, ainsi qu'en fonction des situations ou encore des stratégies d'énonciation.

Derrière ce que l'on pourrait considérer comme une simple querelle liée à la transmission d'un bien foncier entre deux individus, c'est ainsi tout un paysage social et symbolique qui se déploie, sur lequel la problématique du travail offre un observatoire unique. Quant à l'affaire de 1804, et à la lumière des conflits qui ont émaillé l'existence de l'*Arte de' Capotteri greci* durant les quatre décennies précédentes, elle nous paraît agir comme un révélateur : en l'occurrence, celui de pratiques sociales parfois bien éloignées des discours et des représentations que Grecs et Vénitiens produisent sur cet « autre » avec lequel, à défaut de devoir travailler chaque jour, il doivent vivre au quotidien.

55. La taxe est levée au printemps 1797, et Selim III ne rejoindra la Deuxième Coalition qu'en septembre 1798. Sur cet épisode, voir Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire...*, op. cit., p. 172-173 et 383-385.

56. *Tansa sopra il commercio e navigazione, approvata con decreto della municipalità provvisoria veneziana li 15 giugno 1797*, Venise, per li Pinelli, Zatta e Pasquali stampatori del governo, 1797, p. 38.